



PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT ET DE LA SIMPLIFICATION

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Paris, le 16 juin 2014

A l'attention des membres du Comité de Pilotage de l'Open Government Partnership

Madame, Monsieur,

Le 24 avril 2014, la France est devenue le 64e pays membre de l'OGP et s'est engagée à contribuer avec détermination à l'action du Partenariat.

Convaincu que la tradition républicaine et démocratique de notre pays, que sa politique ambitieuse en matière d'ouverture des données publiques et que son implication dans le développement l'OGP, notamment auprès de la francophonie, constitueront d'importants leviers pour promouvoir les principes du gouvernement ouvert à travers le monde, j'ai l'honneur de vous faire part de la candidature de la France au Comité de Pilotage du Partenariat.

La diffusion massive d'internet permet aujourd'hui aux citoyens du monde entier de s'informer et de s'engager. Elle ouvre sur de nouvelles pratiques sociales, de nouvelles aspirations et de nouveaux pouvoirs d'agir pour la société civile. A l'heure de cette révolution numérique, l'ouverture des données publiques et le développement des gouvernements ouverts sont des opportunités pour la construction de la puissance publique du 21e siècle. Cette puissante vague d'innovations nous ouvre de nombreux avenirs possibles, qu'il est essentiel de concevoir collectivement.

La France a, depuis longtemps, bâti sa démocratie autour des principes de responsabilité et de transparence. Depuis l'article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, qui figure au préambule de notre Constitution et qui affirme que « *la société est en droit de demander des comptes à tout agent public de son administration* », elle a progressivement inscrit ces principes dans sa loi et dans ses institutions : Service public des Archives, Service de la statistique publique, Loi de 1978 sur l'accès aux documents administratifs, Service public de la diffusion du droit, Commission nationale du débat public, Loi sur la transparence de la vie publique en 2013.

Notre pays a la chance de pouvoir s'appuyer sur une société civile exigeante, engagée et créative. De nombreux collectifs citoyens et ONG travaillent aujourd'hui avec l'Etat. Très actifs dans le réseau d'experts open data qui conseille et accompagne nos services, ils ont contribué à l'élaboration de la « *Feuille de route du gouvernement français en matière d'ouverture et de partage des données publiques* », qui a posé en 2013 les principales orientations d'une politique ambitieuse dans ce domaine.

L'open data et le gouvernement ouvert sont ainsi au cœur de notre politique de modernisation l'action publique, pour laquelle nous innovons en permanence.

Une nouvelle version du portail www.data.gouv.fr, co-conçue avec la communauté, a été inaugurée en décembre 2013 par le Premier ministre. Ouvrant la voie de l'open data social, www.data.gouv.fr est le premier site gouvernemental ouvert aux contributions citoyennes : tout citoyen peut y enrichir les données, interagir avec elles, en déposer de nouvelles. Le site rassemble aujourd'hui plus de 13000 séries de données : aux côtés de celles des administrations et des collectivités territoriales, il accueille les données d'intérêt général partagées par la société civile, les associations, les universités et la recherche, les entreprises, la presse.

Le 21 mai dernier, le gouvernement français a par ailleurs été le premier en Europe à créer la fonction d'Administrateur Général des Données au niveau national (*State Chief Data Officer*). Chargé d'œuvrer à une meilleure circulation des données au sein de l'administration et dans l'économie, de veiller à la création des données essentielles, de diffuser la science et la culture de la donnée dans la sphère publique, il placera l'usage des nouvelles technologies promu par l'OGP au cœur même de son action. Nous espérons d'ailleurs pouvoir contribuer à ouvrir, au sein de l'OGP, une forte coopération avec d'autres pays désireux d'expérimenter eux aussi dans ce domaine.

Solidement engagée dans ce mouvement, et convaincue de l'importance de nourrir de nombreux échanges avec ses pairs, la France s'est associée à la promotion internationale des principes de l'ouverture des données et du gouvernement ouvert. Sous la présidence de François Hollande, elle a soutenu avec force la Directive Européenne sur l'Information du Secteur Public et la Charte Open Data du G8. Début juin encore, elle a proposé d'inscrire l'open data parmi les priorités du Groupe de Travail Anti-Corruption du G20. En coopérant avec les Etats de la zone méditerranée et les pays francophones, elle contribue à promouvoir l'open data et à diffuser ses meilleures pratiques auprès de ses partenaires.

L'élaboration, en concertation avec la société civile et de façon ouverte et transparente, d'un nouveau « Plan d'action national » a démarré. Forte des premières concertations ouvertes ayant abouti à la Feuille de route du gouvernement, au co-design du portail www.data.gouv.fr et au Plan d'Action National Open Data du G8, la France a accueilli les 24 et 25 avril derniers la « Conférence de Paris pour le Gouvernement Ouvert », qui a réuni des acteurs nationaux et internationaux de premier plan. Durant trois jours, ses ateliers ouverts à tous ont permis de travailler collectivement les thématiques les plus actuelles de la réflexion sur l'open data et le gouvernement ouvert, et d'identifier de nouvelles priorités d'action pour notre pays.

Afin de donner leur pleine mesure à ces avancées et à ces engagements, la France souhaite donc aujourd’hui prendre place au sein du Comité de Pilotage de l’OGP et y assumer de nouvelles responsabilités.

En rejoignant ce Comité, elle pourra apporter à ses partenaires le fruit de son expérience et de ses propres innovations. Avec ambition et impact, elle contribuera à élargir la communauté des modernisateurs de l’Etat. Elle consolidera les liens du Partenariat avec les autres instances multinationales comme avec les nations désireuses de s’engager dans la voie du gouvernement ouvert et d’y être accompagnées. Creuset de partage et d’innovation pour concevoir les rôles et responsabilités des gouvernements de demain, ce forum constitue un lieu unique d’échange et d’action dans lequel nous pensons pouvoir beaucoup apporter et beaucoup recevoir.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l’assurance de ma considération distinguée.

à vous

Thierry MANDON

Secrétaire d’Etat à la Réforme
De l’Etat et à la Simplification,
Auprès du Premier ministre

Dr. IR. Kuntoro Mangkusubroto
Head, President’s Delivery Unit for Development Monitoring and Oversight- Government of Indonesia

Alejandra Lagunes
Coordinator of the National Digital Strategy - Government of Mexico

Rakesh Rajani
Head, Twaweza

Suneeta Kaimal
Deputy Director, Revenue Watch Institute



PREMIER MINISTRE

SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT ET DE LA SIMPLIFICATION

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Paris, June 16, 2014

To the members of the Open Government Partnership Steering Committee

Dear Madam, Dear Sir,

On April 24, 2014, France became the 64th country to join the OGP, with the willingness to contribute to its dynamism with full commitment.

Convinced that the republican and democratic tradition of our country, its ambitious policy of open data, and its involvement in the development of the OGP are impactful levers to promote the principles of open government worldwide, especially in French-speaking countries, I have the honor to announce France's application to the OGP Steering Committee.

The massive diffusion of internet now empowers citizens around the world to learn, connect and engage. This generates a full spectrum of new social practices, new aspirations and new powers to civil society. At the time of this digital revolution, both open data and open government represent opportunities for the construction of the government of the 21st century, and for the success of a globalization that benefits the people. This powerful wave of innovation opens up many possible futures for governments worldwide, that we have to design collectively.

France has for long built its democracy around the principles of accountability and transparency. Article 15 of the Declaration of the Rights of Man and of the Citizen, adopted on August 26, 1789 and appearing in the opening of our Constitution, states that "*Society has the right to require of every public agent an account of its administration*". Since then, France integrated these principles in its law and its institutions: from the creation of the public archives service and the public statistical service, to the adoption of the Access to Administrative Documents Act in 1978, the institution at a Public Service for the access to law, the creation of the National Commission for Public Debate, the institution at a High-Authority for Transparency in Public Life in 2013.

Besides, we can count on a civil society that is demanding, committed and creative. Many associations and NGOs are now working with the state. Some of them are very active in the open data network of experts that advises our services, and which contributed to the development of the "*Government Roadmap on Open Data*" published in 2013, that defined the main directions of an ambitious policy in this area.

Thus, Open data and open government are clearly at the heart of our policy for modernizing public action, for which we are constantly innovating.

A new version of the portal data.gouv.fr, co-designed with the community, was inaugurated in December 2013 by our Prime Minister. Paving the way for open social data, data.gouv.fr is the first government website open to citizens' contributions: any user can now improve the data, interact with them, and share new datasets. Alongside data shared by administrations and local authorities, it hosts data of general interest shared by civil society, NGOs, universities and research, businesses, journalists... for a total of more than 13,000 datasets.

On May 21, the French government was also the first in Europe to create the function of State Chief Data Officer. The CDO, will be responsible to work on a better flow of data in the economy and within the administration, to ensure the creation of essential data, and to disseminate the science and culture of the data in government bodies. As promoted by the OGP, new technologies will play a critical role in this, opening the door to cooperation with other countries experimenting in this area.

Firmly committed to this movement, and convinced of the benefits of exchanging with its peers, France joined the international efforts for promoting open data and open government principles around the world. Under the presidency of François Hollande, we strongly supported the European Directive on Public Sector Information and pushed for G8 Open Data Charter. A few weeks ago, we proposed to include open data among the priorities of the G20 Anti-Corruption Working Group. We are cooperating with the states of the Mediterranean region and with Francophone countries, France actively contributes to promote open data and to disseminate best practices towards its network of partners.

The development, in consultation with civil society and in an open and transparent manner, of a new "National Action Plan" has started. Leaning on the first open consultations, which led to the government roadmap, to the co-design of data.gouv.fr and to the G8 Action Plan, France hosted last April the "*Paris Conference on Open Data and Open Government*". The summit brought together national and international world-class representatives from governments, civil society as well as from the private sector. During three days, open workshops allowed to collectively address the most cutting-edge topics on open data and open government, and to identify new priorities of action for our country.

To make the most of these commitments, France is now willing to join the Open Government Partnership Steering Committee and to endorse new responsibilities. By joining this Committee, France will provide the Partnership with the fruit of its own experience and innovations. With ambition and impact, it will help expand the international community of state reformers. It will contribute to strengthen OGP's links with other multinational bodies, as well as with nations willing to engage and be supported in the way of open government.

The OGP Steering Committee represents a unique forum to exchange, engage and collectively design the roles and responsibilities of the governments of tomorrow, where we believe we can bring and receive a lot.

I thank you very much for your consideration and look forward to working with all the members of the Partnership to the benefit of transparent, responsible and innovative governments.

Best regards,

Sincère po

Thierry MANDON

Secrétaire d'Etat à la Réforme
de l'Etat et à la Simplification,
auprès du Premier ministre

To:

Dr. IR. Kuntoro Mangkusubroto
Head, President's Delivery Unit for Development Monitoring and Oversight- Government of Indonesia

Alejandra Lagunes
Coordinator of the National Digital Strategy - Government of Mexico

Rakesh Rajani
Head, Twaweza

Suneeta Kaimal
Deputy Director, Revenue Watch Institute

